



Jeudi 8 novembre 1951, à 15 heures

Documents officiels

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

	Page
Discussion générale (suite)	21
Discours de M. Vychinsky (Union des Républiques socialistes soviétiques)	

Président : M. Luis PADILLA NERVO (Mexique).

Discussion générale (suite)

[Point 8 de l'ordre du jour]

DISCOURS DE M. VYCHINSKY (UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES)

1. M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) (*traduit du russe*) : Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour remplir un agréable devoir et saluer du haut de cette tribune, au nom de la délégation de l'URSS, le peuple français épris de liberté qui, pour la deuxième fois, offre l'hospitalité à notre Assemblée sur son territoire.

2. L'Organisation des Nations Unies est actuellement saisie d'une série d'importants problèmes qui exigent de la part de l'Assemblée générale et de tous les Etats pacifiques l'attention la plus soutenue. La délégation de l'URSS en a pleine conscience et elle se rend compte de la responsabilité qui incombe à l'Organisation quant à la méthode qui sera choisie pour résoudre ces problèmes et quant à la solution même qui leur sera donnée.

3. A cette session, comme aux réunions précédentes, la délégation de l'URSS estime que sa tâche est d'orienter les efforts de l'Assemblée générale vers la suppression des obstacles qui s'opposent à la consolidation de la paix et de la coopération internationale et vers l'élimination de la menace d'une troisième guerre mondiale.

4. Actuellement, c'est là le problème essentiel, celui qui doit être résolu en premier lieu et qui exige de l'Organisation une solution immédiate. Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas d'autre problème dont la solution soit autant attendue et réclamée par des millions et des millions d'hommes, par tous les peuples épris de paix.

5. Ce problème revêt une importance d'autant plus grande que depuis la cinquième session de l'Assemblée générale, la situation internationale s'est encore aggravée, dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique.

6. Pendant cette période, la situation économique des pays capitalistes a encore empiré, sous l'effet direct de la politique d'agression du bloc atlantique, dirigé par les Etats-Unis, et de plusieurs autres pays qui, sous l'incessante pression des Etats-Unis, sont obligés de suivre une telle politique.

7. L'économie des Etats-Unis d'Amérique présente ac-

tuellement l'aspect morbide d'une économie d'inflation et de guerre. Elle se caractérise par un accroissement constant de la production des armements, lequel s'accompagne d'une réduction de la production civile. La course aux armements provoque une augmentation des crédits militaires, ainsi qu'un accroissement des impôts directs et indirects, ce qui aggrave encore la situation matérielle de la population de ces pays. Si la situation économique internationale empire, cela est dû pour une grande part, il faut bien le dire, à la politique de discrimination qui est appliquée envers l'URSS et les pays de démocratie populaire dans les relations économiques et surtout dans les rapports commerciaux ; cette politique porte en effet un préjudice considérable à l'économie mondiale, à l'économie des Etats-Unis eux-mêmes et encore plus à celles de la France et du Royaume-Uni. De nombreux dirigeants des pays capitalistes sont forcés de reconnaître que la situation économique de ces pays a bien empiré.

8. Pour ce qui est des Etats-Unis, le fait a été reconnu récemment par le Président Truman dans le rapport économique qu'il a présenté au Congrès pour le premier semestre de 1951 ; il y indiquait que l'inflation a provoqué l'année dernière une hausse des prix des produits de première nécessité aux Etats-Unis. Je cite les termes de ce rapport : « L'inflation a favorisé la spéculation et a imposé de lourdes charges à une partie importante de notre population ». M. Truman poursuit : « Ceux qui ont eu la chance d'accroître leurs revenus ont pu maintenir leur niveau de vie. Mais plus de la moitié des familles de notre pays n'ont pu accroître leurs revenus entre le début de 1950 et le début de 1951, et près d'un cinquième des familles ont eu, en fait, des revenus diminués ».

9. Dans le discours radiodiffusé qu'il a prononcé hier, le Président Truman a dû reconnaître de nouveau — et M. Acheson a confirmé le fait aujourd'hui dans cette enceinte — que la possibilité d'améliorer les conditions de vie de la population dépend directement d'une réduction du fardeau des armements. On sait d'ailleurs que cet aveu n'empêche nullement le Gouvernement des Etats-Unis de poursuivre la folle course aux armements, en aggravant encore la situation matérielle de la population.

10. Quant à la situation économique des pays de l'Europe occidentale, et en particulier du Royaume-Uni et de la France, il suffit pour en juger de lire le rapport d'une commission économique des Nations Unies. Il ne s'agit pas là de l'opinion d'un journal quelconque de propagan-

de, mais bien des conclusions qui figurent dans le rapport de la Commission économique pour l'Europe ; voici comment les présente le numéro de septembre du périodique anglais *New Statesman and Nation* :

« Au Royaume-Uni, tout indique que l'économie du pays est tendue à l'extrême. Le prix de revient des produits augmente et d'ici la fin de l'année il peut monter considérablement par suite de l'inflation due à l'exécution d'un programme de réarmement qui est le plus important de l'Europe. »

11. D'autres désagréments graves menacent et vont continuer à menacer la situation économique, et en particulier la situation financière du Royaume-Uni et des autres pays de l'Europe occidentale, par suite de la nouvelle loi américaine que le Président des Etats-Unis vient de signer, le 26 octobre, et qui prévoit — je vais essayer de reproduire aussi exactement que possible le texte même de cette loi — que la politique des Etats-Unis consistera à mettre l'embargo sur les marchandises exportées vers l'URSS et les pays amis de l'URSS, et a mettre fin à l'aide économique et financière accordée aux pays qui ont des relations commerciales avec l'URSS ou ses amis.

12. A ce propos, je ne voudrais pas passer sous silence un article de M. Eden, actuel Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni et Chef de la délégation britannique. Cet article, publié dans le numéro d'avril 1951 de la revue américaine *Foreign Affairs*, contient un passage que je crois devoir relever. Il est vrai qu'à l'époque, M. Eden se trouvait dans l'opposition, mais je ne pense pas que ses vues, tout au moins sur ce point, aient changé du fait qu'il est passé de l'opposition au gouvernement. « Il faut se souvenir, écrivait M. Eden que l'économie britannique est déjà tendue à l'extrême et que le taux d'imposition y est plus élevé que dans tous les autres pays du monde. »

13. Mais je ne puis résister au désir de citer, à ce sujet, une déclaration encore plus nette, faite par le nouveau Premier Ministre britannique, dans le discours où il a exposé le programme de son parti à la Chambre des Communes ; selon les termes mêmes employés par les organes officiels de la presse, M. Churchill a déclaré textuellement ce qui suit : « En ce qui concerne la balance des paiements du commerce extérieur, nous traversons une crise ; le déficit est plus grave qu'en 1949 et à beaucoup d'égards plus grave qu'en 1947. Au cours du semestre écoulé, a dit M. Churchill après le discours du trône prononcé à la Chambre des Communes, le déficit de notre commerce extérieur se maintient à 700 millions de livres sterling par an, alors que l'année passée pour la même période nous avions un excédent de notre balance commerciale qui se tenait au niveau de 350 millions de livres sterling par an »

14. « L'année prochaine, a dit M. Churchill, si la situation ne s'aggrave pas, le déficit de la balance générale des paiements du Royaume-Uni sera de 500 à 600 millions de livres sterling. » Si la situation ne s'aggrave pas, a dit M. Churchill, mais quelle garantie y a-t-il qu'elle ne s'aggravera pas ?

15. L'épuisement des réserves d'or et de dollars qui affecte toute la zone sterling peut considérablement accroître ce déficit. La conclusion ? C'est M. Churchill qui la formule : « Ces chiffres montrent, a-t-il déclaré, que nous achetons beaucoup plus que ce que nous pouvons nous permettre de payer avec nos recettes courantes. » La nouvelle loi que le Président des Etats-Unis a signée le 26 octobre contribuera évidemment à aggraver encore cette situation.

16. « Cette situation, conclut M. Churchill, peut aboutir

finalement à la banqueroute nationale. » Telle est la position économique de l'Angleterre contemporaine, qui est l'un des principaux membres du bloc atlantique d'agression et qui participe elle aussi à une course effrénée aux armements.

17. La situation économique des pays peu développés est encore plus grave. Du fait de la militarisation des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de plusieurs autres pays, les pays peu développés, surtout les pays d'Asie, sont privés de la possibilité d'obtenir l'outillage nécessaire au développement de leurs propres industries nationales. Les fonds qu'il tirent de la vente de leurs matières premières sont bloqués dans les banques américaines et britanniques et ils ne peuvent en disposer librement. L'économie agricole de ces pays est en déclin et ne présente aucun signe de progrès pour l'avenir. La production des denrées alimentaires baisse et, bien souvent, la population est vouée à la famine, aux maladies et à la mort lente.

18. Au cours de l'année dernière, la situation politique s'est également aggravée. Le bloc agressif anglo-américain, dit bloc atlantique, a amené une tension accrue des relations politiques entre les pays qui sont soumis à de dures épreuves sous l'effet d'une hystérie belliciste effrénée, de la course aux armements, ainsi que des tentatives faites pour terroriser les autres peuples par la menace des bombes atomiques et des bombes à hydrogène dont ne cessent de parler les chefs réactionnaires de l'Amérique.

19. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qui dirigent le bloc, mènent depuis près d'un an et demi une guerre d'agression en Corée. M. Acheson a essayé aujourd'hui de nous persuader que la responsabilité de cette guerre n'incombait pas au Gouvernement des Etats-Unis, mais à d'autres Etats ; il a tenté de dégager la responsabilité des Etats-Unis, alors que ce sont eux qui ont déclenché une guerre d'agression et de brigandage en Corée, comme il a été prouvé à maintes reprises à la cinquième session de l'Assemblée. Si besoin est, nous en ferons encore une fois la démonstration au cours de cette sixième session. Pour l'instant, il n'est pas nécessaire que j'insiste sur ce point.

20. En ce qui concerne les négociations de Kaesong, dont M. Acheson a également parlé aujourd'hui, peut-il y avoir le moindre doute que ce sont précisément les généraux américains — les MacArthur et les Ridgway — et leurs aides, qui sabotent avec obstination toutes les tentatives faites par l'autre partie pour mener ces négociations à bonne fin. N'est-ce pas le commandement américain qui entrave la marche des négociations par des atermoiements de toutes sortes, en bombardant les zones neutres et en employant d'autres méthodes américaines de négociation tout aussi originales ? N'est-il pas hors de doute que le succès des négociations d'armistice en Corée pourrait être assuré si le Gouvernement américain voulait simplement ordonner au général Ridgway de ne pas compliquer les pourparlers par toutes sortes d'incidents, de ne pas mettre des obstacles artificiels à une conclusion positive des pourparlers de Kaesong, de ne pas faire, par exemple, des propositions telles que celle dont la radio a fait mention aujourd'hui — proposition parfaitement absurde qui consiste à demander que le district de Kaesong soit mis à la disposition du commandement américain, alors que ce district se trouve actuellement aux mains des troupes nord-coréennes. Avec de tels procédés peut-on s'attendre au succès des négociations ? Dans ces conditions, qui est responsable de l'échec ? En conscience, on ne peut donner qu'une seule réponse : les responsables, ce sont ceux qui ont envahi la Corée, qui ont arrosé de sang la terre coréenne, qui ont infligé au peuple coréen

des souffrances et une misère indicibles, qui violent toutes les lois et tous les usages du droit international de la guerre en bombardant des localités habitées jusque dans la zone neutre. Voilà les responsables de la guerre en Corée.

21. Les Etats-Unis ont occupé l'île chinoise de Taïwan et menacent les frontières de la Chine. Et voici qu'on s'efforce de renforcer le bloc nord-atlantique en y faisant entrer la Grèce et la Turquie, ainsi que l'Allemagne occidentale, à qui on destine un rôle spécial dans l'exécution des plans d'agression dirigés contre l'Union soviétique. Les membres du bloc atlantique violent ouvertement les accords internationaux conclus au cours de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne et le Japon militariste et visant à écarter le danger d'une nouvelle agression fasciste et à renforcer les relations amicales avec l'Union soviétique. Les dirigeants du bloc nord-atlantique se hâtent ainsi de se frayer la voie pour la réalisation de leurs plans d'agression, élaborés dans les états-majors aux ordres des forces réactionnaires des Etats-Unis d'Amérique, avides de déclencher une nouvelle guerre mondiale. Pour tromper l'opinion publique, pour cacher leurs véritables intentions d'agression, le Président, les membres du Cabinet, les sénateurs et les autres personnalités de la vie politique et sociale des Etats-Unis font grand bruit autour des dangers que l'Union soviétique ferait courir à la sécurité des Etats-Unis.

22. Ils tentent d'utiliser à cette fin les essais atomiques qui ont eu lieu récemment en Union soviétique et qui ont porté sur des bombes de divers calibres ; ainsi que l'a déclaré le généralissime Staline, Président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, répondant à une question posée par un correspondant de la *Pravda* au sujet de l'arme atomique, ces essais se poursuivront dans le cadre de la défense de notre pays contre toute attaque du bloc anglo-américain d'agression.

23. Dans sa réponse au correspondant de la *Pravda*, le généralissime Staline a montré combien les craintes des Américains étaient peu fondées.

24. « Les dirigeants des Etats-Unis, a dit le généralissime Staline, ne peuvent ignorer que l'Union soviétique non seulement est opposée à tout emploi de l'arme atomique, mais s'est déclarée en faveur de l'interdiction de cette arme et de l'arrêt de toute production d'armes atomiques. Si les Etats-Unis d'Amérique ne pensent pas à attaquer l'Union soviétique, il faut considérer comme sans objet et comme injustifiées les craintes exprimées par les dirigeants des Etats-Unis, car l'Union soviétique n'a nullement l'intention d'attaquer jamais les Etats-Unis d'Amérique ni aucun autre pays. »

25. Pour étayer sa politique hostile à l'Union soviétique et aux pays de démocratie populaire, le bloc atlantique, sous la pression, cette fois encore, des Etats-Unis d'Amérique principalement, s'est efforcé de se servir aussi de l'Organisation des Nations Unies en imposant à l'Assemblée générale et à d'autres organes des résolutions annulant les décisions qui avaient été prises au cours de précédentes sessions de l'Assemblée et qui avaient pour but d'écarter la menace d'une nouvelle guerre et d'assurer la paix et la sécurité des peuples. De telles décisions ont en effet été prises au cours de certaines sessions précédentes de l'Assemblée générale. Mais elles ont été mises en veilleuse. A la cinquième session de l'Assemblée, la délégation de l'Union soviétique a indiqué que l'Assemblée viole ainsi les principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies. Notre délégation a insisté pour l'adoption des propositions présen-

tées par l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, tendant à consolider la paix, à interdire — je dis bien interdire et non réduire, comme le demandent MM. Truman et Acheson — à interdire complètement et sans conditions l'arme atomique, à utiliser l'énergie atomique exclusivement à des fins pacifiques, à interdire la propagande de guerre. Nous avons insisté en même temps pour que l'Assemblée adopte une décision concernant la cessation immédiate de la guerre en Corée, qui a été imposée au peuple coréen par l'intervention américaine, l'arrêt des opérations agressives envers la République populaire de Chine et plusieurs autres questions importantes.

26. Malheureusement, l'Assemblée générale ne s'est pas engagée dans cette voie. Elle a pris au contraire le parti de continuer à s'écarter des principes et des buts de l'Organisation des Nations Unies, elle a continué à violer ces principes et ces buts. Au cours de la dernière session, un certain nombre de décisions ont été prises, dont le caractère agressif ne peut faire aucun doute, malgré les efforts que les auteurs et les inspirateurs de ces décisions ont déployés pour cacher leurs véritables desseins sous de belles formules, telles que « l'union pour le maintien de la paix » qui est le titre de l'une des résolutions présentées par ce bloc agressif, « la paix par les actes » comme il est dit dans une autre résolution de ce même bloc. Les résolutions de l'Assemblée concernant les prétendues mesures collectives, l'établissement d'un blocus et l'embargo sur les marchandises destinées à la Chine, la honteuse décision de déclarer que la République populaire de Chine était l'agresseur et la décision non moins honteuse chargeant le Commandement en Corée d'assurer « une situation stable » dans l'ensemble de la Corée, comme le dit la résolution, autrement dit de poursuivre la guerre d'agression jusqu'à l'occupation de toute la Corée, toutes ces résolutions sont fort claires, elles manifestent le caractère agressif de la politique que l'Assemblée générale a suivie au cours de la dernière session, sous la pression des Etats-Unis d'Amérique. L'Assemblée a ainsi pris ouvertement le parti de soutenir et d'encourager l'agression contre les peuples pacifiques de la Corée et de la Chine.

27. Presque à la veille de cette sixième session, la majorité du Conseil de sécurité, sur les instructions des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, a permis une nouvelle violation des principes les plus importants de la Charte des Nations Unies, en acceptant d'examiner la plainte formulée contre le Royaume-Uni par l'Iran, plainte manifestement contraire aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, lequel interdit, vous le savez, toute immixtion dans les affaires intérieures des Etats. Une fois de plus, le groupe anglo-américain de l'Organisation des Nations Unies a manifesté son mépris complet pour les principes les plus importants de la Charte des Nations Unies, laquelle exige le respect de l'indépendance et des droits souverains des Etats.

28. Il suffit, Messieurs, de rappeler les faits que je viens d'indiquer pour qu'il apparaisse à l'évidence que les principes et les règles les plus élémentaires du droit international sont violés à l'Organisation des Nations Unies et que la politique qu'y poursuivent les Etats-Unis fait un tort énorme à l'autorité morale de cette institution.

29. Au lieu de remplir les tâches qui lui incombent pour créer les conditions nécessaires à l'établissement de relations paisibles et amicales entre les peuples, pour élever les niveaux de vie, pour assurer le plein emploi,

le Conseil économique et social a consacré toute sa dernière session à élaborer des mesures destinées à appuyer l'agression anglo-américaine en Corée. A la onzième session, la majorité du Conseil a adopté, sur les indications des Etats-Unis d'Amérique, une résolution concernant ce que l'on appelle « les programmes d'assistance et de relèvement pour la Corée¹ », résolution qui était manifestement destinée à faire oublier par des phrases hypocrites et mensongères les destructions barbares de villes et de villages coréens et l'extermination de la population civile coréenne par l'aviation des Etats-Unis d'Amérique.

30. A la douzième session, le Conseil économique a continué dans cette voie en prenant toutes les mesures pour soutenir dans le domaine économique également la politique agressive des Etats-Unis d'Amérique. En même temps, la majorité du Conseil économique et social a rejeté systématiquement toutes les propositions tendant à favoriser le développement d'une économie de paix et à satisfaire les besoins civils. Le Conseil économique et social a rejeté les propositions relatives aux mesures tendant à réduire l'industrie de guerre, à faire baisser les prix des marchandises de grande consommation, à réduire le fardeau des impôts qui frappent les populations, à augmenter les crédits destinés à la construction de logements, à la santé publique, à l'instruction publique, etc. En un mot, le Conseil a repoussé toutes les propositions que lui présentaient ceux qui désirent sincèrement améliorer la situation matérielle, économique et sociale de la population de nombreux pays. Toutes ces propositions ont été repoussées intégralement.

31. Dans les commissions économiques régionales qui étudiaient des questions intéressantes surtout les pays d'Asie, le bloc anglo-américain a repoussé un certain nombre de propositions importantes et constructives de la délégation de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire, propositions qui tendaient à favoriser le développement des relations économiques entre les pays et territoires d'Asie et d'Extrême-Orient, le développement des industries nationales de ces pays et territoires, ainsi que plusieurs autres propositions importantes.

32. Tout cela, Messieurs, vous est bien connu, vous n'en ignorez rien. C'est sous vos yeux et, j'ai le regret de le dire, avec la participation de certains d'entre vous, qu'ont été adoptées toutes ces résolutions, dirigées contre tout ce qui favorise la consolidation de la paix et le bien-être des peuples, toutes ces résolutions destinées à renforcer la psychose de guerre et à faciliter, au sein des états-majors américains, les préparatifs d'une nouvelle guerre.

33. C'est ainsi, Messieurs, que chaque année, progressivement, l'organisation des Nations Unies s'écarte un peu plus des principes de la Charte, des buts et des objectifs que lui avaient assignés sa charte et ses fondateurs. L'Organisation des Nations Unies est désormais très loin de sa tâche qui est de renforcer la paix et de contribuer au développement de relations d'amitié entre les pays et les peuples. Elle s'inspire maintenant de tout autres intérêts. Les forces d'agression aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en France et dans les pays de l'Amérique latine, qui décident maintenant, au sein de l'Organisation des Nations Unies, de la guerre et de la paix, ont fixé à cette Organisation des buts entièrement différents. Ces buts et ces intérêts, cette soif d'une nouvelle guerre, ce désir de s'enrichir grâce à la guerre et d'en tirer des bénéfices gigantesques, telles sont les sources d'inspiration de ces messieurs les « monopolistes » qui, comme l'a

dit le généralissime Staline, chef du Gouvernement de l'Union soviétique, « considèrent la guerre comme une source de revenu qui leur assure des bénéfices énormes ». Les phrases creuses et hypocrites qu'on prononce au sujet de la paix, les déclarations sur « la paix par les actes » et la nécessité de l'« union pour le maintien de la paix » ne changent rien à la situation, car des faits innombrables démontrent quotidiennement, à chaque heure et à chaque instant, la fausseté de ces phrases et de ces déclarations.

34. Un certain nombre d'Etats, membres du bloc de l'Atlantique Nord, qui ont la haute main dans l'Organisation des Nations Unies et qui d'un instrument de paix en ont fait une arme de guerre, appuient sans réserve les aspirations et les plans d'agression des monopoles américains.

35. « En devenant l'instrument d'une guerre d'agression, a dit le généralissime Staline, l'Organisation des Nations Unies cesse d'être une organisation universelle, réunissant des nations égales en droits. En fait, l'Organisation des Nations Unies n'est plus une organisation universelle; elle est une organisation pour Américains, qui agit dans l'intérêt des agresseurs américains. »

36. Tels sont les faits et on n'y peut rien changer. Il est impossible de continuer à suivre cette voie.

37. Il est temps que l'Organisation des Nations Unies se souvienne de ses buts véritables; il faut qu'elle cesse de soutenir les agresseurs qui attaquent les autres pays, et qu'elle accorde son appui aux victimes de ces agresseurs; il faut qu'elle s'efforce de maintenir la paix et la sécurité internationales et de développer les relations d'amitié entre les nations. Il est temps de dire halte aux forces d'agression qui mènent le monde vers une nouvelle guerre mondiale.

38. Ce qui se passe à l'Organisation des Nations Unies est le résultat direct de la politique extérieure du bloc anglo-américain qui constitue un noyau d'agression au sein de l'Organisation des Nations Unies.

39. Les hommes d'Etat influents aux Etats-Unis d'Amérique, le Président, les membres du Cabinet et les sénateurs de ce pays incitent quotidiennement à la haine à l'égard de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire. Le Congrès adopte loi après loi destinées à saboter la collaboration pacifique entre nos deux nations et à provoquer une nouvelle guerre mondiale.

40. Cette année même, le Gouvernement des Etats-Unis, portant une nouvelle atteinte aux relations de son pays avec l'Union soviétique, a adopté une loi qui instituait un embargo sur le commerce avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire et a rompu le traité de commerce qui avait été signé le 4 août 1937 entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et qui était appliqué de façon satisfaisante jusqu'à ces derniers temps.

41. Il est à remarquer à ce propos que la décision relative à la rupture du traité de commerce soviéto-américain a été adoptée aux Etats-Unis presque au moment même où M. Truman, Président des Etats-Unis, et le Congrès de ce pays se sont adressés à M. Chvernik, Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, et au Soviet suprême lui-même, pour les assurer que les Etats-Unis cherchaient à améliorer leurs relations avec l'Union soviétique. Il faut bien dire que ces déclarations ne correspondent nullement aux actes du Gouvernement des Etats-Unis, et notamment à la rupture du traité de commerce dont je viens de parler, rupture qui tend de toute évidence à aggraver les relations entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique.

¹ Résolution 338 (XI) du Conseil économique et social.

42. Le monde entier se rend compte du caractère agressif de la politique extérieure des Etats-Unis, en dépit des efforts que fait le gouvernement de ce pays pour induire en erreur l'opinion mondiale, pour présenter la guerre qu'il prépare comme une guerre défensive et pour qualifier d'agressive la politique de l'Union soviétique et des autres pays pacifiques, alors que nul n'ignore que l'Union soviétique, comme je l'ai déjà dit en citant des déclarations autorisées du généralissime Staline, ne songe nullement à attaquer les Etats-Unis ni aucun autre pays.

43. Quant aux Etats-Unis eux-mêmes, ils augmentent chaque année les effectifs de leur armée, ils renforcent leur marine de guerre et leur aviation, ils établissent des centaines de bases militaires et aériennes à l'étranger, ils créent tout un système d'alliances militaires dans lequel ils entraînent même les pays de l'Axe — Japon, Italie et Allemagne occidentale — pays qui possèdent une riche expérience dans ce genre d'affaires.

44. Toute l'économie des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, de la France et d'un certain nombre d'autres pays a été mise au service de la guerre. Dans les budgets de ces pays, la part du lion revient aux dépenses destinées à préparer une nouvelle guerre. Selon des données officielles publiées aux Etats-Unis, les dépenses militaires prévues par le budget de 1951-1952 s'élèvent à 81 milliards 800 millions de dollars et sont donc soixante-seize fois plus élevées que les dépenses correspondantes de 1939.

45. Dans un message qu'il a adressé au Congrès en avril dernier, M. Truman a reconnu qu'au cours des dix mois précédents les forces armées des Etats-Unis avaient plus que doublé et qu'au cours de l'exercice financier suivant, elles allaient être portées à 3.500.000 hommes, sans compter les 2 millions d'hommes qui font partie de divers groupements militaires et des unités de la Garde nationale. Les forces armées des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France sont d'ores et déjà plusieurs fois supérieures à ce qu'elles étaient en 1939 à la veille de la deuxième guerre mondiale et constituent plus du double des forces armées et des armements de l'Union soviétique. Néanmoins les forces armées de ces pays et leurs dépenses ne cessent d'augmenter.

46. Les Etats-Unis continuent à développer leur industrie de guerre qui absorbe un nombre sans cesse croissant de milliards de dollars, en invoquant, pour se justifier les intérêts de la « défense » et de la « sécurité nationale » des Etats-Unis.

47. Les milieux dirigeants des Etats-Unis essaient de présenter cette course aux armements, cette formation de vastes armées, cette production de bombes atomiques et cette création de bases militaires à l'étranger comme une nécessité résultant du prétendu danger que l'Union soviétique constituerait pour le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France.

48. La déclaration de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, qui a été présentée hier à l'Assemblée générale et dont j'ai pris connaissance dans la soirée, cherche elle aussi à dissimuler aux peuples de ces pays la nature véritable de la politique adoptée par le bloc atlantique. La conclusion qui se dégage clairement de cette déclaration, bien qu'elle parle de la paix, c'est que ces Etats continueront à se livrer à la course aux armements et à produire des bombes atomiques, et qu'ils poursuivront la guerre d'agression barbare qu'ils ont déclenchée en Corée, tout en invoquant, une fois de plus, les intérêts de leur propre défense et leur désir d'assurer la sécurité de leurs pays. Ces pays cherchent à prouver qu'on ne

peut maintenir la paix qu'en s'appuyant sur une puissante machine de guerre et sur la force, et que seules ces conditions permettront de régler les divergences politiques qui subsistent entre les différents pays.

49. Telle est, je vous le rappelle, la thèse principale de la diplomatie totale des Etats-Unis, thèse qu'a reprise aujourd'hui M. Acheson en répétant le discours que M. Truman avait prononcé hier à la radio. Ils se vantent une fois de plus des succès qu'ils ont obtenus dans la course aux armements, de l'augmentation des forces dites unifiées en Europe, qui ont été placées sous le commandement du général Eisenhower. Ils promettent de continuer à étendre et à augmenter ces forces armées et ces armements, comme l'a dit M. Truman, en Europe et dans d'autres parties du monde, quel que soit le temps nécessaire pour y parvenir. On voit bien qu'il s'agit là d'une œuvre de longue haleine. En même temps, on essaie de camoufler cette politique sous de fausses allégations concernant la menace que ferait peser l'Union soviétique. Ils ne font que répéter ainsi les calomnies qu'ils ont lancées contre la politique pacifique de l'Union soviétique afin de tromper leur propre peuple et l'entraîner dans une nouvelle guerre mondiale organisée par les milieux dirigeants des Etats-Unis d'Amérique. Ce n'est pas la première fois qu'ils ont recours à ces duperies pour renforcer leur position devant l'opinion publique et pour poursuivre leur politique d'agression.

50. Tout ce que nous a dit aujourd'hui M. Acheson reflète cette même politique des situations de force dont l'absurdité apparaît désormais à tout homme de bon sens, malgré tous les subterfuges dont usent les instigateurs de ce plan d'une nouvelle guerre mondiale pour circonvenir les naïfs. Mais cette diplomatie totale a déjà fait banqueroute. Et si, maintenant, on fait des propositions où il est beaucoup question de paix, c'est uniquement sous la pression d'un puissant mouvement des masses populaires qui réclament la paix et parmi lesquelles le nouvel appel en faveur de la conclusion d'un pacte de paix a déjà recueilli plus de 500 millions de signatures.

51. Telle est donc la raison de votre amour de la paix, Messieurs les organisateurs et les instigateurs du bloc atlantique, Messieurs les fauteurs de guerre. Vous n'avez plus d'autre ressource désormais que d'essayer de camoufler vos plans d'agression en parlant hypocritement de la paix. Il vous faut regagner la confiance des peuples par de nouveaux subterfuges, mais cela ne vous réussira pas toujours. Même aux Etats-Unis, cette théorie de la force a perdu de son prestige. Dans la société américaine, des voix s'élèvent, sans cesse plus nombreuses et plus fortes, pour dire le mécontentement que provoque cette politique des « situations de force ». Sans doute le Département d'Etat lui-même a-t-il entendu ces voix, bien que les oreilles de ses dirigeants soient solidement bouchées. On commence à dire que si l'Amérique se refuse obstinément aux négociations, si elle continue de réclamer un réarmement de plus en plus frénétique, cela aura des conséquences néfastes tant pour les Etats-Unis d'Amérique que pour leurs alliés.

52. Toute la politique étrangère des Etats-Unis d'Amérique repose en effet sur cette préparation d'une nouvelle guerre mondiale, qui doit permettre aux monopoles américains de dominer le monde et d'accumuler d'énormes bénéfices de guerre. Ces temps derniers, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France font de nouveaux efforts pour étendre leur complot contre la paix et pour entraîner dans la préparation d'une nouvelle guerre l'Allemagne occidentale, l'Italie, la Turquie et la Grèce.

53. Ce n'est un secret pour personne que les Etats-Unis sont les instigateurs et les principaux organisateurs des entreprises telles que le « plan Pleven » et le « plan Schuman » dont le but commun est de restaurer le militarisme allemand et le potentiel de guerre de l'Allemagne occidentale et d'utiliser une armée régulière allemande et l'économie de l'Allemagne à des fins d'agression.

54. C'est pour cette raison que les Etats-Unis d'Amérique, ainsi que le Royaume-Uni et la France qui les suivent docilement, ont fait échouer, à l'époque, la conférence des suppléants des Ministres des affaires étrangères qui s'étaient réunis à Paris pour délibérer de la question d'Allemagne. C'est en vain que M. Acheson s'efforce de justifier la politique de boycottage que les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés ont adoptée pendant cette réunion et qui a fait que les ministres suppléants ont piétiné sur place pendant trois mois.

55. Les faits viennent démentir M. Acheson ; les faits montrent que le bloc anglo-américain s'est efforcé, une fois de plus, de saboter la réunion des suppléants des Ministres des affaires étrangères consacrée à la question d'Allemagne et qu'il y a pleinement réussi.

56. Après avoir torpillé, à Paris, la conférence des suppléants des Ministres des affaires étrangères, M. Acheson et ses auxiliaires ont convoqué, en septembre dernier, leur propre conférence à Washington, puis, en créant à Ottawa le Conseil de l'Alliance de l'Atlantique-Nord, ils ont tenté de consolider et de poursuivre la remilitarisation de l'Allemagne occidentale pour en faire la base de départ d'une agression dirigée contre les pays voisins.

57. Voici plusieurs années qu'un flot d'or américain s'écoule, tout comme avant la deuxième guerre mondiale, vers l'industrie de guerre allemande, pour mettre cette industrie au service des monopoles américains qui réclament sans cesse de nouveaux bénéfices, fût-ce au prix des souffrances et des malheurs de toute l'humanité.

58. Quant aux buts et aux résultats de la politique que les Etats-Unis ont adoptée à l'égard du Japon, ils ressortent assez clairement de la farce qui s'est jouée à San-Francisco, sous la direction des Etats-Unis d'Amérique, et qui a abouti à la signature du prétendu traité de paix avec le Japon. Ce traité s'écarte complètement des principes sur lesquels doit se fonder un traité de paix véritable, un traité qui permette d'assurer la paix en Extrême-Orient et d'empêcher toute nouvelle agression japonaise. En signant le Traité de San-Francisco, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, aussi bien que ceux du Royaume-Uni, de la France, du Canada, de l'Australie et de certains autres pays, ont violé les obligations qu'ils avaient assumées en 1947 en tant que membres de la Commission d'Extrême-Orient. Cette Commission avait adopté, avec leur accord, une résolution qui disposait que les Etats en question s'engageaient à procéder au Japon à des réformes tendant à éliminer l'influence des militaristes et à réaliser un désarmement total, pour empêcher le Japon de mener, à l'avenir, une guerre d'agression.

59. Au lieu de s'acquitter de cette obligation, les promoteurs du prétendu traité de paix avec le Japon ont pris le parti de ressusciter toutes sortes d'organisations militaristes japonaises, d'établir et d'étendre des bases militaires, aériennes et navales au Japon, de rétablir l'armée, la marine et l'aviation japonaises et de renforcer le Japon pour en faire un arsenal et une place forte des Etats-Unis en Extrême-Orient.

60. Ce prétendu traité de paix avec le Japon est incompatible avec les intérêts des peuples pacifiques aussi bien

qu'avec les intérêts du peuple japonais lui-même. Ce traité, qui impose au Japon l'obligation d'entrer dans un groupement militaire dirigé contre l'Union soviétique et contre la République populaire de Chine, condamne le peuple japonais à fournir de la chair à canon pour la nouvelle guerre que prépare le bloc atlantique d'agression. Il y a là une initiative dangereuse pour les relations internationales, une manœuvre qui compromet la paix et la sécurité des peuples de l'Extrême-Orient. Une disposition non moins dangereuse du Traité de San-Francisco prévoit que les troupes américaines continueront à occuper le Japon, même après la signature du traité de paix, et que le gouvernement japonais devra permettre aux Etats-Unis d'établir des bases militaires sur son territoire. Il est clair que le Traité de San-Francisco, loin d'être un traité de paix, est un traité qui prépare une nouvelle guerre en Extrême-Orient.

61. Le Traité de San-Francisco empêche le peuple japonais de parachever la démocratisation de son pays et de développer son économie de paix. Il tend à faire du Japon un pays livré aux monopoles étrangers ; il empêche le peuple japonais de prospérer et il gêne le développement de ses forces matérielles et spirituelles.

62. La prospérité du Japon n'était d'ailleurs pas le but que se proposaient les monopoles anglo-américains qui ont inspiré ce traité. Cet instrument n'avait d'autre intérêt pour eux que de légaliser la préparation d'une alliance militaire entre les monopoles américains et le militarisme japonais. Un tel traité ne saurait servir la paix. Repoussé par l'Union soviétique ainsi que par la République populaire de Chine, l'Inde et la Birmanie, c'est-à-dire par les pays les plus directement intéressés à un règlement pacifique avec le Japon, ce prétendu traité de paix signé à San-Francisco restera à jamais lettre morte.

63. A la base de la politique actuelle des Etats-Unis se trouve la crainte qu'ils éprouvent devant la possibilité d'un développement pacifique des relations internationales et d'un renforcement de la collaboration entre les peuples.

64. Les milieux « d'affaires » américains reconnaissent ouvertement qu'ils redoutent le « danger de paix » et qu'à la bourse, comme l'a constaté maintes fois la presse des Etats-Unis, les cours montent lorsqu'on croit que la guerre de Corée va continuer et baissent chaque fois qu'on peut espérer le rétablissement de la paix en Corée.

65. Les milliardaires et les millionnaires américains, ayant commencé en Corée une guerre d'agression qui leur rapporte des profits énormes, se cramponnent à cette source de richesses et ne sont pas disposés à laisser échapper cette « affaire en or », cette occasion de multiplier leurs millions et leurs milliards. Ils accueillent avec inquiétude toute allusion à la possibilité d'un armistice en Corée et font tout ce qu'ils peuvent pour faire échouer les pourparlers de Kaesong, bien que le peuple américain, comme tous les peuples pacifiques, réclame avec impatience, nous en sommes profondément convaincus, la fin de la guerre et le rétablissement de la paix en Extrême-Orient.

66. Dans le numéro de juillet du bulletin publié par la National City Bank of New-York, qui se trouve, on le sait, sous le contrôle du groupe Morgan dont l'influence est énorme, il est dit franchement que toute réduction des dépenses consacrées aux armements compliquera la situation des monopoles.

67. Le Président des Etats-Unis, M. Truman, a déclaré, à l'une de ses nombreuses conférences de presse, qu'un armistice en Corée risque de provoquer un ralentisse-

ment dans la réalisation du programme américain d'armements et que ce serait là — je cite ses paroles telles qu'elles ont été publiées dans la presse — « la chose la plus catastrophique qui puisse se produire aux Etats-Unis ».

68. Un autre Président, celui de la grande Société d'investissements Selected American Shares Incorporated, M. Rubin, a franchement déclaré, lors d'une réunion de banquiers tenue à Los Angeles : « Si la paix est réalisée, il est difficile de concevoir ce qui pourra remplacer le programme de défense nationale pour soutenir notre économie. »

69. Ainsi, deux présidents, tous deux pleins d'autorité, se sont prononcés en faveur de la guerre.

70. Voilà pourquoi la proposition de l'Union soviétique tendant à parvenir à une cessation des hostilités en Corée a causé tant d'inquiétude parmi les milieux dirigeants des Etats-Unis. Pour exercer une pression sur l'opinion publique américaine, M. Wilson, chef des services américains de mobilisation pour la prétendue défense nationale des Etats-Unis, a déclaré à la radio, le 9 juillet 1951, que la proposition soviétique tendant à la conclusion d'un armistice en Corée constitue une manœuvre destinée, prétend-il, à « endormir la vigilance des Etats-Unis, à faire échouer la réalisation du programme de défense nationale du pays » — car c'est le nom qu'on donne aux programmes de guerre destinés à mettre en œuvre les plans américains d'agression. M. Wilson a exprimé sa conviction que le Congrès ne s'engagera pas dans une voie aussi dangereuse. Pour M. Wilson, la voie de la paix est une voie dangereuse.

71. Tous ces faits ne sont-ils pas suffisants pour nous convaincre que la politique extérieure des Etats-Unis s'oriente réellement vers l'agression, que cette politique a pour but, non pas le maintien de la paix, mais le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale, quel qu'en soit pour l'humanité le prix en sang et en souffrances ?

72. La politique extérieure de l'Union soviétique est une politique de paix. L'Union soviétique lutte inlassablement contre les menaces à la paix, lutte pour la paix, pour consolider les relations amicales entre les pays, pour une coopération internationale étroite fondée sur le respect mutuel de l'indépendance des peuples et de l'égalité souveraine des Etats.

73. Lorsque, il y a presque vingt ans, les relations diplomatiques ont été rétablies entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, le généralissime Staline a déclaré que c'était là un acte d'une immense importance : « C'est un acte au point de vue politique, parce que les chances pour le maintien de la paix s'en trouveront accrues, au point de vue économique parce que les considérations accessoires seront ainsi écartées et que cet acte permettra à nos pays de discuter les questions qui nous intéressent d'une manière réaliste ; enfin, cet acte ouvre la voie à la coopération mutuelle. »

74. Ces paroles ont été prononcées il y a vingt ans, lorsque ont été rétablies les relations diplomatiques entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Mais cette déclaration a une portée très considérable et ne s'applique pas seulement aux Etats-Unis.

75. Ces paroles du chef du peuple soviétique énoncent les principes essentiels de la politique extérieure soviétique que notre gouvernement applique à l'égard de tous les pays. L'Union soviétique s'en tient fidèlement à ces principes qui déterminent l'orientation et tous les actes de l'Etat soviétique sur le plan international.

76. Dans la mise en œuvre de sa politique de paix, l'Union soviétique utilise toutes ses ressources, non pas pour multiplier ses forces armées, non pas pour se livrer à la course aux armements, non pas pour développer une industrie de guerre, ni pour organiser des bases militaires sur le territoire d'autrui, mais pour développer au maximum l'industrie civile et pour faire progresser encore toute son économie nationale.

77. Les succès que l'Union soviétique a obtenus après la guerre dans le rétablissement et le développement de son économie lui ont permis de passer à l'exécution d'une œuvre grandiose, et je puis affirmer qu'aucun pays au monde n'a jamais entrepris pareille tâche. Il s'agit de la tâche complexe que représente dans toute l'histoire de l'humanité l'utilisation sur une grande échelle de la Volga, du Don, du Dniéper et de l'Amou-Daria pour les besoins de l'économie nationale dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, des transports et dans d'autres domaines. On connaît bien les grands travaux de construction auxquels l'Union soviétique a déjà procédé — centrales hydro-électriques de Kouibichev, de Stalingrad, etc., canal principal de Turkménie, canal de l'Ukraine méridionale et plusieurs autres. Ces nouvelles centrales hydro-électriques fourniront par an 22 milliards de kilowatts-heure d'énergie électrique à bon marché, ce qui, comme l'a signalé dans son rapport M. L.-P. Beria, Vice-Président du Conseil des ministres, équivaut à la totalité de la production annuelle d'énergie électrique de l'Italie ; les nouveaux systèmes d'irrigation de l'Union soviétique permettront d'irriguer plus de 25 millions d'hectares de terres, soit une superficie égale à celle de plusieurs pays européens réunis. Ces grands travaux de construction ont pour but de donner un nouvel essor à l'économie pacifique de notre pays, d'améliorer encore le bien-être de la population de l'Union soviétique ; l'Union soviétique consacre des milliards de roubles à l'exécution des grands travaux dont je viens de parler.

78. En Union soviétique, le peuple tout entier travaille de façon constructive, déployant tous ses efforts pour développer davantage encore l'économie nationale, s'efforçant constamment d'obtenir de nouveaux succès dans le développement de la culture, de la technique, de la science et de l'art. Dans ses relations politiques avec les autres pays, l'Union soviétique a toujours été et continue d'être en faveur d'une collaboration amicale contre toute discrimination, contre toute barrière artificielle empêchant le peuple soviétique de communiquer librement avec les autres peuples ; l'Union soviétique a toujours été, elle est toujours pour l'amitié entre les peuples.

79. Depuis le début de l'activité de l'Assemblée générale, l'Union soviétique s'efforce chaque année de faire adopter des mesures tendant à affermir la paix et la sécurité internationale. Qu'il me suffise de rappeler que, dès 1946, l'Union soviétique a présenté une proposition tendant à la réduction générale des armements, à l'interdiction de la production et de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins de guerre. Malgré l'opposition du bloc anglo-américain, l'Assemblée générale a néanmoins, vous vous en souviendrez, adopté dans l'ensemble (63^e séance) ces propositions de l'Union soviétique. Malheureusement, au cours des années suivantes, ce bloc a tout fait pour empêcher la mise en œuvre de ces décisions.

80. Au cours des sessions suivantes, de 1947 à 1950 inclusivement, l'Union soviétique n'a cessé de réclamer l'interdiction de l'arme atomique — je soulignai qu'il s'agit, non pas de la réduction, comme le préconise aujourd'hui la proposition des Etats-Unis d'Amérique, mais de l'interdiction de l'arme atomique. Cependant, l'Union soviétique

s'est invariablement heurtée à l'opposition des puissances du bloc nord-atlantique.

81. L'Union soviétique s'est efforcée à maintes reprises de faire établir un contrôle international sévère permettant de s'assurer que les décisions relatives à l'interdiction de l'arme atomique et à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins exclusivement pacifiques seront appliquées rigoureusement et de bonne foi. Mais, là aussi, le bloc agressif de l'Atlantique-Nord a constamment fait échouer, comme il l'a fait aujourd'hui, les propositions de l'Union soviétique tendant à l'établissement d'un contrôle international et a présenté sur cette question ses propres propositions qui n'ont rien de commun avec un contrôle véritablement international. Il s'agit du fameux plan Acheson-Baruch-Lilienthal, qui n'est qu'une parodie de contrôle international et qu'aucun Etat qui se respecte et qui s'efforce réellement de ne tolérer aucune fuite d'énergie atomique à des fins de guerre ne pourra jamais accepter, parce que ce n'est pas un organe de contrôle international que nous proposons MM. Acheson, Baruch et Lilienthal, mais un organe de contrôle américain destiné à légaliser la production de l'arme atomique et non à contrôler la mise en œuvre de la décision relative à l'interdiction de la production de l'arme atomique, comme le propose l'Union soviétique, comme l'exigent des millions et des millions de personnes, comme le réclament tous les peuples pacifiques du monde.

82. A la lumière de ces faits, chacun devrait clairement savoir ce qu'il faut penser de tout le bruit que l'on a fait aux Etats-Unis et dans certains autres pays, membres du bloc Atlantique, autour des essais concernant la bombe atomique qui ont eu lieu en Union soviétique. Ceux qui font le plus de bruit sont diverses personnalités des milieux dirigeants des Etats-Unis qui ne dissimulent pas leur intention de se servir de la bombe atomique contre l'Union soviétique, qui ne craignent pas d'afficher leur prédilection pour la bombe atomique avec un cynisme aussi éhonté que celui qui apparaît dans un numéro récent du magazine *Collier's*, et dans les illustrations révoltantes que ce magazine a consacrées à la question. Ces messieurs font du bruit autour du fait que l'Union soviétique possède la bombe atomique et qu'elle n'en a pas qu'une. Mais ils ne veulent pas accepter notre proposition : interdisons la bombe atomique, détruisons ces bombes atomiques, ou même, comme l'a dit le généralissime Staline, celles qui existent déjà à des fins non militaires ce qui est parfaitement possible. Ceux qui font le plus de bruit sont ces messieurs qui répandent des rumeurs calomnieuses selon lesquelles l'Union soviétique serait opposée au contrôle international de la mise en œuvre de la décision relative à l'interdiction de l'arme atomique, alors que, prétendent-ils, les Etats-Unis seraient partisans de ce contrôle. En réalité, c'est le contraire qui est vrai ; c'est l'Union soviétique qui s'est toujours efforcée et qui s'efforce aujourd'hui encore de faire établir un contrôle international efficace pour assurer le respect par tous les Etats sans exception de l'interdiction de l'arme atomique, interdiction inconditionnelle, interdiction sans réserve. Que M. Acheson vienne nous dire s'il veut l'interdiction de l'arme atomique plus le contrôle, ou s'il est partisan du contrôle sans aucune interdiction de l'arme atomique, ainsi qu'il ressort des documents dont il nous a donné lecture. D'ailleurs, nous reparlerons en détail de cette question à la Première Commission et nous nous proposons d'y revenir plus tard, ce qui nous fera naturellement le plus grand plaisir.

83. Etant partisans de l'arme atomique, les milieux dirigeants des Etats-Unis ne veulent ni d'une interdiction inconditionnelle de la production de l'arme atomique, ni

d'un véritable contrôle international. Ce qu'ils veulent en réalité, comme l'a déclaré le généralissime Staline dans sa réponse au correspondant de la *Pravda* concernant la question de l'arme atomique, c'est légaliser le droit, pour les auteurs de guerre, d'exterminer au moyen de l'arme atomique, des dizaines et des centaines de milliers de civils sans défense.

84. Au cours des quatrième et cinquième sessions de l'Assemblée générale, l'Union soviétique a proposé la conclusion entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, la France et l'URSS d'un pacte pour la consolidation de la paix. Plus de 500 millions de personnes, dans le monde entier, ont chaleureusement appuyé cette proposition. Elles l'appuient toujours avec insistance, parce que cette proposition a fait naître une grande espérance et qu'elle permet de penser que la menace d'une nouvelle guerre pourra être écartée et que la paix se trouvera affermie.

85. Aujourd'hui, nous devons déployer des efforts particulièrement énergiques pour parvenir à résoudre ce problème pour tirer le monde de la situation dangereuse dans laquelle il est plongé par les intrigues criminelles des auteurs d'une nouvelle guerre mondiale.

86. Devant l'évolution des relations internationales, les dirigeants du bloc atlantique d'agression ont été contraints de présenter leur propre plan qui, disent-ils, doit réduire le danger de guerre et renforcer la sécurité de toutes les nations. C'est à ce plan qu'est consacrée la déclaration que j'ai déjà mentionnée et que l'on appelle la déclaration des trois — Etats-Unis, France et Royaume-Uni — ainsi que l'allocution que le Président Truman a prononcée hier à la radio et les discours prononcés ici-même, aujourd'hui, par M. Acheson. Malgré toute la réclame tapageuse qui a précédé ces trois déclarations, on peut affirmer à coup sûr que, comme dit un dicton russe qui existe, je crois, en anglais « la montagne a accouché d'une souris ». Je dirai même : d'une souris mort-née, tant les propositions de paix qui nous viennent du camp atlantique sont insignifiantes et manifestement mensongères.

87. Que nous propose-t-on en effet comme moyen le plus radical d'écartier la menace d'une nouvelle guerre et de consolider la paix ? On nous propose, à en croire le discours prononcé hier par M. Truman et la déclaration faite aujourd'hui par M. Acheson, d'entreprendre le recensement, l'inventaire des forces armées et des armements sous les auspices d'une nouvelle commission mixte de l'énergie atomique et des armements de type classique. N'y a-t-il pas là de quoi rire ? L'inventaire est sans doute une bonne chose dans toute économie. Il faut faire le compte des chaussures, des capotes, des baïonnettes, des cartouches, des fusils et des mitrailleuses. Il faut compter tout cela. Mais est-ce bien là la tâche de l'Organisation des Nations Unies dans sa lutte pour la paix ? Pour M. Acheson, c'est la tâche principale ; quant à M. Truman, il a déclaré hier au monde entier, et à grand renfort de publicité, qu'il ne peut y avoir aucune réduction des armements, ni aucun règlement pacifique des questions en suspens tant que cette question n'aura pas été résolue.

88. Après avoir lu ce discours, je n'ai pas pu dormir de la nuit ; je n'ai pas pu dormir parce que j'étouffais de rire. Je ne suis pas homme à rire facilement, mais je ne peux pas m'empêcher de rire, même à cette tribune, bien que je me retienne comme M. le Président peut le voir ; je ne peux pas m'empêcher de rire devant l'ironie de cette offensive de paix sensationnelle, avec laquelle la délégation des Etats-Unis a voulu enlever l'initiative à l'Union soviétique. Recevez, Messieurs, toutes nos félicitations.

89. En 1948, on nous avait déjà proposé de recueillir des renseignements sur les forces armées et sur les armements. Aujourd'hui, on nous propose de faire l'inventaire de toutes les forces armées et de tous les armements, ainsi que d'exercer un contrôle sur la manière dont il sera procédé à cet inventaire; on nous dit que, suivant les résultats de cet inventaire, on élaborera des mesures concrètes de réduction des armements. On nous propose de déterminer, d'après cet inventaire, quels sont les armements et les forces armées auxquels chaque pays a droit à l'heure actuelle et aura droit dans l'avenir. Quant à la question la plus délicate, celle de la bombe atomique, on se contente de réclamer l'application du fameux plan Acheson-Baruch-Lilienthal, qui serait le plus satisfaisant. Or, l'insuffisance radicale de ce plan a été révélée par les représentants américains eux-mêmes; si besoin est, je présenterai moi-même des documents d'où il ressort que ce plan de contrôle ne contrôle rien du tout, que ce plan de garantie ne garantit rien; en fait, ce plan, ainsi que l'a indiqué une Commission présidée par M. Acheson lui-même dans son rapport officiel sur les résultats de ses travaux, ne pose même pas la question de l'interdiction de la production des bombes atomiques, puisque tout cela dépendra de l'approbation du Sénat américain, agissant en vertu de ses prérogatives constitutionnelles. J'ai déjà cité ce texte à la dernière session. Je n'ai pas l'intention d'abuser de votre patience en entrant dans le détail de cette affaire. Je me bornerai à dire qu'il a été prouvé, confirmé et vérifié que le plan Acheson-Baruch-Lilienthal ne vaut absolument rien, qu'il n'assure aucun contrôle, parce qu'il n'y a rien à contrôler étant donné qu'il n'existe aucune interdiction; ce plan ne donne aucune garantie et ne saurait en donner, car ce n'est pas un plan international; or, on nous le présente aujourd'hui comme la dernière découverte, faite en 1951, de la politique de paix des Etats-Unis d'Amérique. Pourtant, ce même plan passe pudiquement sous silence le fait qu'il faut interdire les bombes atomiques.

90. Ni M. Truman, ni M. Acheson, ni les auteurs de la déclaration tripartite ne veulent lever le petit doigt pour interdire la production des bombes atomiques. Tous se dérobent lâchement; ils font semblant de croire qu'il suffit de citer la résolution que l'Assemblée générale a adoptée l'année dernière et qui mentionne en passant l'interdiction de la bombe atomique, sans toutefois souligner de quelque façon que ce soit la nécessité de cette interdiction, pour que l'affaire soit dans le sac et pour que tous les peuples rassénérés, attendent béatement le jour où la bombe atomique explosera finalement au-dessus de leurs têtes.

91. Bien plus: le Président des Etats-Unis et son Secrétaire d'Etat, ainsi qu'il ressort de leurs discours d'hier et d'aujourd'hui, continuent à affirmer avec insistance que le plan permettant le mieux de contrôler l'utilisation de l'énergie atomique est précisément ce fameux plan, cette parodie de contrôle international.

92. Est-il besoin de dire que tous ces plans et toutes ces propositions, telles que celle que renferme la déclaration tripartite et que vient de défendre ici le représentant des Etats-Unis, toutes ces propositions qu'on nous présente comme des propositions de paix destinées, prétend-on, à consolider la paix et à écarter la menace d'une nouvelle guerre, ne constituent qu'une spéculation pure et simple sur l'ignorance ou sur la naïveté des gens, pleins d'angoisse pour leur avenir et pour celui de leurs enfants.

93. Les auteurs de ces propositions ont déclaré, hier et aujourd'hui, avec leur désinvolture habituelle, qu'ils insistent — parce que, voyez-vous, c'est ainsi qu'on s'adres-

se à l'Union soviétique — qu'ils insistent dis-je, pour que le Kremlin adopte leurs propositions. N'insistez-vous sur rien d'autre?

Ils continueront à insister pour que l'Union soviétique accepte ces propositions, accompagnant leur geste de billevesées calomnieuses sur le rideau de fer et autres sottises que l'on aurait dû abandonner et reléguer depuis longtemps dans les archives du Département d'Etat où elles trouvent bien leur place.

94. Que valent ces propositions qui tendent à remplacer cette question particulièrement importante et sérieuse des efforts réels en vue de supprimer la menace d'une nouvelle guerre et d'assurer la sécurité des peuples par un creux bavardage sur une prétendue réduction des armements dont la première phase — on ne sait combien d'années cette phase pourrait bien durer — serait consacrée à la question des armements?

95. Quelle valeur peut-on attribuer à tout ce projet décrit dans la déclaration dite tripartite? En effet, en même temps qu'ils présentent leurs propositions de prétendue réduction des armements, leurs auteurs déclarent que tant que se prolongera la guerre en Corée, ainsi que l'ont déclaré hier le Président des Etats-Unis et aujourd'hui encore M. Acheson, et que « tant que les principales questions politiques qui divisent les nations, je cite les paroles mêmes que le Président des Etats-Unis a prononcées hier, ne seront pas résolues, aucun progrès réel ne sera possible dans le domaine de la réduction des armements ».

96. Cette remarque est d'ailleurs caractéristique. Elle démasque complètement les véritables intentions de cette prétendue offensive de paix des trois Puissances menée, avec les Etats-Unis d'Amérique en tête, en 1951, à la sixième session de l'Assemblée générale, offensive de paix par laquelle on s'efforce d'entamer une ère nouvelle de la lutte pour la paix, mais qui n'a, en réalité, absolument rien de commun avec la cause de la paix, avec la cause de la consolidation de la paix.

97. S'il s'agissait véritablement, Messieurs, de consolider la paix, alors tout plan sincère de réduction des forces armées et des armements devrait être l'expression d'un désir tout aussi sincère de mettre fin immédiatement à la guerre en Corée. Les Etats-Unis cependant refusent de prendre quelque mesure que ce soit pour mettre fin à la guerre en Corée, car telle est la volonté des milliardaires américains qui tirent profit de cette guerre, de la psychose de guerre et de la course aux armements.

98. M. Acheson a cru pouvoir répéter la calomnie — je n'utiliserai pas de mot plus fort par égard pour cette Assemblée, mais vous pourrez tous, j'en suis sûr, facilement y ajouter l'épithète qu'il mérite — la calomnie relative à la violation des droits de l'homme dans de « vastes » parties du monde, pour employer sa propre expression; il a mentionné tout particulièrement à cet égard la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Je ne veux pas m'arrêter particulièrement sur ce point, étant donné que ces inventions calomnieuses, si répandues dans le camp de M. Acheson, ont déjà maintes fois été complètement réfutées.

99. Mais puisque vous parlez de la violation des droits de l'homme dans les autres pays, M. Acheson, je voudrais moi aussi vous parler de ce que j'ai lu aujourd'hui dans un journal français du soir au sujet d'un crime révoltant qui a été commis il y a quelques jours en Floride: deux nègres, Léon Shepherd et Walter Irving, accusés par un tribunal américain du crime traditionnel de viol d'une femme blanche ont été acquittés et remis en liberté par la Cour suprême des Etats-Unis elle-même en raison du

nombre excessif d'entorses à la loi qui s'étaient produites lors du procès de ces malheureux nègres. Une fois acquittés par le tribunal américain, ces nègres furent abattus en public dans la ville de Eustace (Floride) par le shérif de la ville, lequel vit sous ses yeux un policier abattre un troisième nègre.

100. Voilà, semble-t-il, comment on conçoit les droits de l'homme en Amérique; voilà, semble-t-il, quel est le genre de vie américain que nous rejetons si énergiquement. Nous voudrions, Messieurs, vous conseiller de flairer plus attentivement autour de vous au lieu de fourrer votre nez dans les affaires d'autres pays.

101. Il est indispensable d'interdire sans délai la production de l'arme atomique et d'établir un contrôle international strict de l'application de cette interdiction, afin que l'énergie atomique et les bombes atomiques déjà construites soient utilisées exclusivement à des fins non militaires.

102. Il est indispensable de mettre fin à la course aux armements, d'arrêter l'établissement de bases militaires en territoire étranger et enfin de retirer les troupes des territoires étrangers.

103. Il est indispensable que tous les gouvernements prennent sans tarder des mesures en vue de la réduction des forces armées et des armements, et qu'ils consacrent aux besoins des populations, à l'amélioration de leurs conditions de vie matérielle et à leur bien-être les crédits jusque-là consacrés au budget des forces armées.

104. Il est indispensable que les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, la Chine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques unissent enfin leurs efforts et concluent ce pacte de paix, que nous préconisons depuis de nombreuses années, en invitant tous les peuples pacifiques à y adhérer. De telles mesures doivent bouleverser les plans d'agression élaborés par les milieux dirigeants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de quelques autres pays et doivent écarter la menace d'une nouvelle guerre mondiale.

105. Sur instructions du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la délégation de l'URSS présente des propositions qui, elle en est convaincue, constitueront un puissant moyen pour atteindre ce but dont rêvent dans toutes les parties du monde des millions d'hommes et de femmes qui vivent et peinent pour en voir l'accomplissement.

106. La délégation de l'Union soviétique est persuadée que la lutte pour la paix se terminera par la victoire totale de la paix. « La paix, a déclaré le généralissime Staline, sera sauvegardée et consolidée si les peuples en assument eux-mêmes la défense et luttent pour cette cause jusqu'au bout. » L'Assemblée générale, à notre avis, doit écouter la voix des peuples, et faire son devoir dans l'accomplissement de cette grande et noble tâche.

107. Sur instructions du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la délégation de l'URSS, en vue de consolider la paix et la sécurité des peuples, en vue d'écarter la menace d'une nouvelle guerre,

soumet à l'examen de l'Assemblée générale la proposition suivante (A/1944) :

« 1) L'Assemblée générale déclare incompatibles avec la qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies la participation au bloc atlantique d'agression, ainsi que l'établissement par certains Etats et en premier lieu par les Etats-Unis d'Amérique, de bases militaires, navales et aériennes en territoire étranger.

« 2) L'Assemblée générale estime indispensable :

« a) Que les pays engagés dans les opérations militaires en Corée cessent immédiatement les hostilités, concluent un armistice et retirent leurs troupes du 38^e parallèle dans un délai de dix jours ;

« b) Que toutes les troupes étrangères, ainsi que les unités étrangères de volontaires soient retirées de Corée dans un délai de trois mois ;

« 3) L'Assemblée générale invite tous les Etats, tant les membres de l'Organisation des Nations Unies que les Etats qui ne font pas partie à l'heure actuelle de cette Organisation, à examiner, à une conférence mondiale, la question d'une réduction substantielle des forces armées et des armements ainsi que les mesures pratiques d'interdiction de l'arme atomique et d'établissement d'un contrôle international de l'application de cette interdiction.

« L'Assemblée générale recommande que cette conférence mondiale soit convoquée dans les plus brefs délais et en tout cas avant le 1^{er} juin 1952 ;

« 4) L'Assemblée générale invite les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la France, la Chine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques à conclure un pacte de paix en unissant tous leurs efforts en vue de cette haute et noble fin.

« L'Assemblée générale invite également tous les autres Etats pacifiques à se joindre au pacte de paix. »

108. Le Gouvernement de l'Union soviétique estime que l'adoption de ces propositions, déjà soumises en partie à l'examen de l'Assemblée générale par la délégation de l'URSS, pourra contribuer puissamment à la cause du maintien de la paix dans le monde entier.

109. La délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques demande à tous les représentants d'appuyer ces propositions qui, elle en est persuadée, recevront l'appui de tous les pays qui aspirent à la paix, l'appui de tous les peuples pacifiques.

110. Le *PRESIDENT (traduit de l'espagnol)* : Je vais lever la séance. L'Assemblée se réunira à nouveau demain matin à 10 h. 30.

111. L'Assemblée suspend ses travaux afin de permettre au Bureau d'examiner l'ordre du jour provisoire de la sixième session. Le Bureau de l'Assemblée se réunira dans la salle de la Première Commission, salle N° 4, à 17 h. 30.

112. J'ai douze orateurs inscrits sur ma liste. Les représentants qui désirent intervenir dans la discussion générale voudront bien se faire inscrire.

La séance est levée à 16 h. 40.